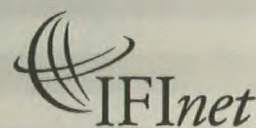


Soutien du gouvernement du Canada



La Section des IFI de la Direction du financement à l'exportation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international est un point de coordination de la promotion des activités de développement, qui comprennent aussi bien les approvisionnements que les investissements financés par les IFI. Le site Web de la Direction (www.infoexport.gc.ca/ifinet/menu-f.asp) comprend de nombreux renseignements sur ce type d'activité et vous aide à mener votre recherche. Vos demandes d'information peuvent être transmises par courriel : ifinet@dfait-maeci.gc.ca, ou par téléphone : (613) 995-7251. Vous pouvez aussi communiquer directement avec l'agent responsable du marché que vous ciblez (voir www.infoexport.gc.ca/ifinet/tbf-f.asp).

Le Canada a des directeurs exécutifs au sein de la plupart des IFI. Leur rôle est de surveiller les banques et de représenter le Canada dans la prise de décisions des institutions. Dans certains cas, leurs adjoints peuvent fournir aux répondants canadiens de projets (c'est-à-dire les investisseurs) une rétroaction initiale sur les propositions. On peut accéder aux renseignements sur les contacts des bureaux des administrateurs canadiens en direct par l'intermédiaire de la section IFInet portant sur le réseau de soutien des IFI (www.infoexport.gc.ca/ifinet/canadian-f.asp).

Le Service des délégués commerciaux a quatre bureaux de liaison avec les IFI. Connus sous le nom de « BLIFI », ou Bureaux de liaison avec les institutions financières internationales, ces bureaux se trouvent à Washington, à Manille, à Bridgetown et à Abidjan. Les BLIFI proposent un large éventail de services aux entreprises canadiennes et aident les entreprises prêtes à exporter dans leur recherche d'occasions de soumission d'offres aux IFI. Un carnet d'adresses des BLIFI peut être consulté en direct (www.infoexport.gc.ca/ifinet).



Exportation et développement Canada (EDC) fournit des services de financement commercial et de gestion des risques aux exportateurs et investisseurs canadiens dans 200 pays et territoires, dont 140 marchés émergents. Ses services financiers comprennent l'assurance-crédit, les cautionnements et les garanties, l'assurance contre les risques politiques, les prêts directs aux acheteurs et la participation au capital-actions.



Equipe Canada inc. - Team Canada Inc

EDC dispose du plus important bassin au Canada de compétences en matière de financement des échanges commerciaux, y compris des renseignements sur les secteurs d'activité et les marchés étrangers de même que sur la gestion des risques commerciaux, techniques et environnementaux. Elle maintient aussi des relations de travail étroites avec des partenaires des secteurs privé et public qui sont actifs sur les marchés financiers mondiaux; les IFI, les banques commerciales et les compagnies d'assurances figurent au nombre de ceux-ci. Pour plus de renseignements, adressez-vous au service d'assistance téléphonique d'EDC au numéro 1 800 850-9626 ou consultez son site Web (www.edc.ca).



Agence canadienne de développement international

Canadian International Development Agency

Le Programme de coopération industrielle (PCI) de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) fournit de l'aide financière et des conseils aux entreprises canadiennes qui planifient des activités commerciales dans les pays en développement, et ce, dans plusieurs secteurs économiques. Le PCI de l'ACDI réduit les risques des entreprises canadiennes en assumant une partie des coûts liés à la conduite des affaires dans un pays en développement, ainsi qu'à la formation, à la participation des femmes et à la protection de l'environnement. Pour plus de renseignements, composez le (819) 953-5444 ou le 1 800 230-6349 (sans frais), ou consultez le site Web suivant : www.acdi-cida.gc.ca/pci

Le Programme Renaissance Europe de l'Est (REE) de l'ACDI est un programme à coûts partagés qui fournit des mesures incitatives aux entreprises canadiennes qui ont l'intention d'investir directement dans des pays de l'Europe centrale et de l'Est ou de tirer parti d'occasions de projets d'infrastructure intégrés dans ces pays. Il aide aussi à réduire les risques commerciaux liés aux investissements d'affaires dans les pays de l'Europe centrale et de l'Est, aide les pays de l'Europe centrale et de l'Est à faire la transition vers une économie de marché, et renforce les liens en matière de commerce et d'investissement avec le Canada. Pour plus de renseignements, composez le (819) 997-5456 ou le 1 800 230-6349 (sans frais), ou consultez le site Web suivant : www.acdi-cida.gc.ca/programme-ree

Au sujet de l'auteur

David Clayton est conseiller auprès de nombreuses sociétés et organisations internationales. Il se spécialise dans l'élaboration de stratégies visant à favoriser et à financer les aspects liés au développement des projets d'investissement industriel. Il vit à Vancouver, en Colombie-Britannique (dclayton@axionet.com).

LE SERVICE DES DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX DU CANADA

Au service des industries des technologies de l'information et des télécommunications

Événement(s) à venir au Canada

Communications 2002
du 5 au 7 novembre 2002
Toronto, Ontario
www.cwta.ca

Événement(s) à venir à l'extérieur du Canada

Supercomm 2002
du 2 au 6 juin 2002
Atlanta, Géorgie
États-Unis d'Amérique
www.supercomm2002.com

ITU Telecom Asia
du 2 au 7 décembre, 2002
Hong Kong, RAS, Chine
www.itu.int/ASIA2002

Associations nationales

Alliance canadienne des technologies avancées (CATA)
www.cata.ca

Association canadienne des télécommunications sans fil (ACTS)
www.cwta.ca

Association canadienne de la technologie de l'information (ITAC)
www.itac.ca

Personne-ressource au Service des délégués commerciaux

Lianne Ouellette
Déléguée commerciale
Industries des technologies de l'information et télécommunications
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario), K1A 0G2
T : (613) 996-3577
F : (613) 943-1103
C : lianne.ouellette@dfait-maeci.gc.ca

FEUX SUR LA CHINE ET HONG KONG

vendre leur expertise de calibre mondial sur un marché hautement concurrentiel. « Le CCCC a également organisé des rencontres de réseautage avec des entreprises chinoises présélectionnées, car le succès des projets d'infrastructure en Chine dépend des bonnes relations avec des partenaires chinois. Il s'agit de notre première mission commerciale en Chine, mais nous espérons que ce ne sera pas la dernière. » Le CCCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes, avec la collaboration de leurs partenaires chinois, remportent la palme dans le volet commercial des Jeux olympiques d'été de 2008.



Pour plus de renseignements, communiquer avec le Conseil commercial Canada-Chine (au Canada), tél. : (416) 954-3800, téléc. : (416) 954-3806, courriel : ccbc@ccbc.com, internet : www.ccbc.com ou CCCC (en Chine), tél. : (011-86-10) 6512-6120, téléc. : (011-86-10) 6512-6125, courriel : ccbcbj@ccbc.com.cn internet : www.ccbc.com

Un rapport circonstancié sur les débouchés découlant des Jeux olympiques d'été de 2008 à Beijing sera publié dans un numéro ultérieur de CanadExport. ✪

Grande concurrence!

Les Jeux olympiques de 2008 à Beijing



La chasse aux marchés est ouverte pour les projets d'infrastructure reliés aux Olympiques, d'une valeur totale de 14 milliards de dollars américains. Les fournisseurs étrangers et chinois seront en concurrence dans les domaines de la protection de l'environnement, des transports, des télécommunications, du tourisme et de la construction. Des entreprises de partout dans le monde présenteront des offres pour la conception, la construction et la gestion de la plupart des lieux où se dérouleront les compétitions ainsi que pour le Village olympique.

Le plan directeur pour l'organisation des Jeux olympiques a été rendu public récemment. Il fournit des lignes directrices pour la planification, la définition des tâches, la coordination et la mise en œuvre des projets de développement de Beijing pour les six années à venir. Les premiers appels d'offres pour l'aménagement des lieux et la construction de l'infrastructure ont été publiés en avril. La plupart des marchés seront attribués d'ici le milieu de 2003.

Le Canada peut tirer parti des débouchés par l'entremise de coentreprises, d'échanges de technologies et de droits de construction-exploitation-transfert. D'ailleurs, la Chine s'est engagée à mener un processus d'appel d'offres transparent qui met les entreprises étrangères et chinoises sur un pied d'égalité.

On peut consulter le plan d'action des Jeux olympiques de Beijing sur l'internet. Il est publié en anglais seulement et séparé en deux parties :

- 1^{ère} partie : www.beijing-2008.org/eolympic/news/1505.shtm
- 2^e partie : www.beijing-2008.org/eolympic/news/1506.shtm

Le comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing affiche les nouvelles, les événements et les projets relatifs aux Olympiques dans la section « Informations » du site internet des Jeux olympiques www.beijing-2008.org/folympic/news/news_index.shtm Il s'agit d'une excellente source d'information sur les prochains appels d'offres. La page d'accueil du site internet des Jeux olympiques se trouve à : www.beijing-2008.org/Folympic/findex.shtm ✪